

Département de l'EURE ET LOIR



COMMUNE DE SAINT-ELIPH

REPLACEMENT DE CANALISATIONS DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE SUR LE SECTEUR DE LA BRETECHERIE, LA RATERIE ET LA POINTE AUX MERLES

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION



SIEGE

6, Rue Grolée
69289 LYON Cédex 02

Téléphone : 04-72-32-56-00
Télécopie : 04-78-38-37-85

E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr

IMPLANTATION REGIONALE

810, Rue Léonard de Vinci
45400 SEMOY

Téléphone : 02-38-86-54-57
Télécopie : 02-38-61-07-42

E-mail : cm-orleans@cabinet-merlin.fr

3, Allée de Rigny-Ussé
37170 CHAMBRAY-LES-TOURS

Téléphone : 02-47-53-62-08
Télécopie : 02-47-37-18-90

E-mail : jlehoux@cabinet-merlin.fr

GRUPE MERLIN/Réf doc : 01191165-164-DCE-RC-1-004

| Ind | Etabli par | Approuvé par | Date | Objet de la révision |
|-----|------------|--------------|------------|----------------------|
| A | J. LEHOUX | N. GOUPIL | 26/03/2020 | Etablissement |
| | | | | |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION | 4 |
| ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 4 |
| 2.1 - DEFINITION DE LA PROCEDURE..... | 4 |
| 2.2 - STRUCTURE DE LA CONSULTATION | 4 |
| 2.3 - STRUCTURE DU MARCHE..... | 4 |
| 2.4 - TYPE DE CONTRACTANTS..... | 4 |
| 2.5 - VARIANTE | 4 |
| 2.6 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES..... | 5 |
| 2.7 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| 2.8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES | 5 |
| 2.9 - DELAIS D'EXECUTION..... | 5 |
| 2.10 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS | 5 |
| 2.11 - TRAVAUX REALISES A PROXIMITE DE RESEAUX SOUTERRAINS, AERIENS OU SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION..... | 5 |
| 2.12 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION..... | 6 |
| ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES | 6 |
| 3.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES..... | 6 |
| 3.2 - MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES | 6 |
| ARTICLE 4 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE | 6 |
| 4.1 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS..... | 6 |
| 4.2 - MODALITES DE SECURISATION DE LA PROCEDURE..... | 7 |
| ARTICLE 5 - MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES | 7 |
| 5.1 - CANDIDATURES..... | 7 |
| 5.2 - OFFRE..... | 9 |
| ARTICLE 6 - SIGNATURE ELECTRONIQUE DES PIECES | 11 |
| ARTICLE 7 - SELECTION DES CANDIDATURES, EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE | 11 |
| 7.1 - SELECTION ET VERIFICATION DES CANDIDATURES | 11 |
| 7.2 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE..... | 12 |
| ARTICLE 8 - SIGNATURE DU MARCHE..... | 14 |
| ARTICLE 9 - DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE REGULARITE FISCALE ET SOCIALE | 15 |
| ARTICLE 10 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES..... | 15 |
| 10.1 - TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES | 15 |
| 10.2 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES..... | 16 |
| 10.3 - INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS : | 16 |

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

**OBJET DE LA CONSULTATION : REMPLACEMENT DE CANALISATIONS EAU POTABLE SUR
LES SECTEURS DE LA BRETECHERIE, DE LA RATERIE ET
DE LA POINTE AUX MERLES**

ENTITE ADJUDICATRICE EXERCANT LA MAITRISE D'OUVRAGE :

COMMUNE DE SAINT-ELIPH

REPRESENTANT DE L'ENTITE ADJUDICATRICE : M. LE MAIRE

CONDUCTEUR D'OPERATION :

MAITRE D'OEUVRE : CABINET MERLIN

Siège : 6, Rue Grolée - 69289 LYON CEDEX 02

Implantation locale : 810 rue Léonard de Vinci, 45400 SEMOY

Date et heure limite de remise des offres : mardi 26 mai 2020 A 18H00

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet : Le remplacement des canalisations de distribution d'eau potable Ø63mm et la reprise des branchements particuliers sur les secteurs de la Bret cherie, de la Raterie et de la Pointe aux merles ;

Lieu d'exécution : Commune de Saint-Eliph (28240)

Références à la Nomenclature CPV : 44162500-8

Réalisation de prestations similaires

Les prestations objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché au profit de l'attributaire du présent marché, négocié sans mise en concurrence préalable, dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - DEFINITION DE LA PROCEDURE

La présente consultation pour la passation d'un marché de travaux est lancée selon une procédure adaptée visée aux articles L 2120-1-2  ; L 2123-1-1  ; R 2123-1-1  ; R 2123-4   R 2123-7 et est soumise aux modalités de publicité définies à l'article R 2131-12 du code de la commande publique. La présente procédure est ouverte. Tous les candidats intéressés sont admis à soumissionner.

2.2 - STRUCTURE DE LA CONSULTATION

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L 2113-10 du code de la commande publique. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

2.3 - STRUCTURE DU MARCHÉ

Le marché n'est pas un marché à tranche(s) optionnelle(s) au sens de l'article 77 du décret n  2016-360 du 25/03/2016.

2.4 - TYPE DE CONTRACTANTS

L'attributaire pourra être une entreprise seule ou à un groupement d'entreprises conjointes ou solidaires.

Si le groupement attributaire est un groupement conjoint, le mandataire dudit groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Les groupements doivent être constitués dès la remise des candidatures. Aucun groupement ne pourra être constitué ultérieurement.

En application de l'article R 2142-21-1  du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.5 - VARIANTE

Les soumissionnaires doivent proposer une solution technique répondant en tous points à la solution technique de base définie dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ils doivent également dans les limites définies ci-après, proposer une 1 variante(s) ayant pour objet :
Conduites en fonte intégrale

L'absence de présentation de cette variante à caractère obligatoire entraine le rejet de l'offre sans qu'il soit procédé à son examen.

Les soumissionnaires ne peuvent pas par ailleurs proposer de variante de leur propre initiative.

Commentaire [DJL1]: Chaque tranche doit constituer un ensemble cohérent de prestations à l'intérieur du marché. La réalisation de chaque tranche optionnelle est subordonnée à une décision expresse du RPA en cours d'exécution du marché.

Commentaire [SA2]: L'analyse des offres doit se faire globalement pour toutes les tranches, les critères de jugement sont les mêmes pour toutes les tranches.

2.6 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles dans le cadre de la présente consultation.

Les prestations supplémentaires qui seraient présentées par les soumissionnaires de leur propre initiative ne seront pas examinées.

2.7 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires disposeront au minimum d'un délai de 15 jours à compter de la notification de ces modifications pour les prendre en compte.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres initiales avant négociation, mentionnée en page de garde du présent document.

2.9 - DELAIS D'EXECUTION

Les délais d'exécution des prestations sont laissés à l'initiative des soumissionnaires qui devront les préciser dans l'acte d'engagement tout en respectant, le cas échéant, le délai plafond imposé.

2.10 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Les dispositions prévues aux articles R 4532-1   R 4532-98 du code du travail telles qu'elles résultent du décret n 94 1159 du 26/12/1994 sont applicables.

La catégorie de l'opération est : Catégorie 2

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur S.P.S. un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé selon les modalités définies au CCAP.

Les dispositions prévues aux articles R 4511-1   R 4514-10 du code du travail telles qu'elles résultent du décret n 92-158 du 20/02/1992 sont applicables.

Le chantier est soumis aux dispositions de l'article R 4533-1 du Code du Travail concernant les VRD de chantier.

Les dispositions de la recommandation R472 du CTN-C du 19/02/2012 s'appliquent en cas de travaux réalisés en espace confiné.

2.11 - TRAVAUX REALISES A PROXIMITE DE RESEAUX SOUTERRAINS, AERIENS OU SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION

Les travaux sont soumis aux dispositions des articles L 554-1 et suivants du code l'environnement ; R 554-1   R 554-38 du code de l'environnement et à l'arrêté du 15/02/2012 modifié concernant la sécurité des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

2.12 - **CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

Clauses sociales et environnementales

Cette consultation ne comporte pas de conditions d'exécution à caractère social ou environnemental.

ARTICLE 3 - **CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

3.1 - **CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le Dossier de Consultation des Entreprises comporte les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation.
- Le cadre d'Acte d'Engagement et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes éventuelles.
- Le Cahier de Clauses Techniques Particulières
- Le cadre de bordereau des prix unitaires.
- Le cadre de détail estimatif.

Il comporte également des documents à caractère indicatif pour permettre l'établissement des offres en toutes connaissances de cause :

- o Rapport– Recherche AMIANTE/HAP
- o Dossiers de plans
- o Récépissé des Demande de renseignement sur les réseaux existants - DT (DICT)

3.2 - **MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Les candidats doivent télécharger le dossier de consultation sur la plateforme accessible à l'adresse : <https://www.amf28.org/sainteliph> du profil acheteur précisée à la rubrique I-1 de l'avis d'appel public à la concurrence.

Il est recommandé aux candidats de s'identifier sur la plateforme avant le téléchargement du dossier de consultation des entreprises et de communiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement ainsi qu'une adresse mail à laquelle lui seront envoyées les modifications et précisions éventuelles apportées aux documents de la consultation et les courriers de notification dématérialisés liés à la passation, à l'attribution du marché et à son exécution.

En l'absence d'identification préalable, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation et en assureront l'entier responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

ARTICLE 4 - **CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE**

4.1 - **CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS**

Les candidats doivent remettre impérativement le pli comportant les renseignements et documents constituant leur offre par voie électronique sur la plateforme accessible à l'adresse du profil acheteur précisée à la rubrique I-1 de l'avis d'appel public à la concurrence, avant la date et l'heure de remise des offres.

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de remise des offres.

Aucune autre forme de transmission électronique (par exemple par courriel électronique) n'est admise.

Le pli peut être accompagné d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD Rom ou clé USB) ou sur support papier à l'adresse indiquée ci-dessous :

Commune de Saint-Eliph
6 Grande Rue
28240 SAINT-ELIPH
mairie.st-eliph@wanadoo.fr

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Le pli est présenté sous la forme d'un seul fichier compressé au format .zip et nommé « XXX », XXX correspondant à la dénomination sociale de l'entreprise candidate ou de l'entreprise mandataire en cas de groupement.

Le fichier .zip comprendre deux sous-fichiers nommés « candidature » pour les pièces relatives à la candidature et « offre » pour les pièces relatives à l'offre.

Pour chacun des sous-fichiers, les documents seront nommés « nom.extension », où :
- « nom » correspond au libellé du document ou à son abréviation en se conformant aux indications fournies dans l'annexe « nommage des documents à remettre par les candidats » jointe au présent règlement de consultation.

- «.extension » correspond au format utilisé - exemple : .pdf, .odt, ...
Les libellés ne devront contenir ni espace (remplacé par le signe _ en utilisant la touche 8 du clavier), ni accent.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : pdf, odt, rtf, doc(x), odf, xls(x),ods, txt, jpeg, ppt, -les fichiers générés aux formats précédents et compressés au format Zip (.zip)-.

La taille de l'ensemble des fichiers joints ne doit pas dépasser 5 Mo.

En cas de difficulté, les candidats peuvent contacter le support technique du profil acheteur dont les coordonnées et les heures d'accueil figurent sur la plateforme.

La taille de l'ensemble des fichiers joints ne doit pas dépasser 5 Mo.

En cas de difficulté, les candidats peuvent contacter le support technique du profil acheteur dont les coordonnées et les heures d'accueil figurent sur la plateforme.

4.2 - MODALITES DE SECURISATION DE LA PROCEDURE

Avant toute transmission par voie électronique, les documents devront être traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Chaque transmission électronique fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le rejet d'une candidature en application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique entraine l'effacement de l'intégralité de l'offre, des fichiers du Maître d'ouvrage. Le candidat en est informé.

Si la transmission est accompagnée d'une copie de sauvegarde, celle-ci est détruite sans avoir été ouverte.

Toute nouvelle offre envoyée par voie électronique par le même candidat, annule et remplace l'offre précédente.

ARTICLE 5 - MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

5.1 - CANDIDATURES

Conformément aux dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 du code de la commande publique, il est précisé que :

- les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique géré par les candidats, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes

- les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit,
- les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur du pouvoir adjudicateur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats qui le souhaitent pourront présenter leur candidature sous la forme d'un document électronique unique de marché européen (e DUME) téléchargeable sur le site chorus pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou à partir du formulaire type de e DUME figurant en annexe 2 du règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

En cas de groupement, chacun de ses membres doit remettre un E DUME.

Le e DUME doit être d mment complété : la partie II ; les rubriques A ; B ; et C de la partie III, les rubriques B ; C ; et D de la partie IV et la partie V.

Les candidats ne peuvent pas se contenter pour la partie IV « critères de sélection » de remplir la section A « indication globale pour les critères de sélection ». Ils doivent remplir les autres sections pour pouvoir justifier des exigences requises au titre de la consultation.

Ils doivent également fournir sous forme de fichier séparé les attestations d'exécution de bonne fin pour les références qui ne sont pas disponibles par voie électronique (système de stockage, site Web, identification du fichier..)

En cas de recours aux capacités d'une ou plusieurs autres entités, les candidats devront fournir un e DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités concernées.

Le e DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

Les candidats souhaitant réutiliser un e DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

A défaut d'utiliser le e DUME, le dossier « candidature » contiendra :

- les formulaires DC1 et DC2 d mment remplis (version octobre 2016) téléchargeables sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>; ou tout autre document contenant les mêmes informations.
- Une attestation d'assurance responsabilité civile en cours de validité.

En cas de groupement conjoint, la répartition des prestations entre ses membres doit être précisée en rubrique E du formulaire DC1.

Le formulaire DC2 devra être complété comme suit :

* **rubrique F1 :**

| | <i>Niveau minimum requis</i> |
|--|------------------------------|
| Déclaration concernant le chiffre d'affaires global des 3 dernières années et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles | |

* **rubrique G :**

Déclaration des moyens du candidat comportant les renseignements suivants :

- indication des effectifs moyens annuels des candidats et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,

- indication de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature,
- Indication des titres d'études et professionnels du candidat et notamment des responsables de conduite de travaux,

Références professionnelles :

| Libellés | Niveau minimum requis |
|--|---|
| Références d'ouvrages réceptionnés au cours des 5 dernières années ou en cours d'exécution ; de même nature et importance, appuyées pour les références les plus importantes, d'attestations de bonne exécution précisant les lieux et dates de réalisation, et si les travaux ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Les références de travaux exécutées depuis plus de 5 ans sont également prises en compte. | Travaux de conduite de diamètre équivalent ou supérieur |

Afin d'apprécier la capacité technique du candidat au regard des renseignements demandés, le candidat présentera ses références dans un tableau de synthèse intégré au formulaire DC2 et les données suivantes seront renseignées pour chacune des références demandées :

- Années (date de mise en service pour la construction des ouvrages)
- Lieu (ville, pays)
- Type d'installation
- Maître d'ouvrage
- Montant en à HT
- Type de prestation assurée par l'entreprise concernée par la référence

Qualifications professionnelles :

| ◆ Désignation des prestations | Certificats qualification professionnelle |
|--------------------------------------|--|
| POSE DE RESEAU D'EAU POTABLE | FNTP 5113 ou équivalent |

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les candidats étrangers pourront fournir ceux délivrés par les organismes de leur pays d'origine.

*** rubrique H :**

Les candidats doivent justifier pour les opérateurs désignés dans leur candidature des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

5.2 - OFFRE**5.2.1 - VISITE SUR SITE**

Préalablement à l'élaboration de leur offre, les candidats doivent impérativement effectuer une visite sur le site.

Les entrepreneurs devront se rapprocher de la commune de Saint-Eliph.

Une fiche de visite, jointe en annexe au dossier de consultation, sera présentée par le candidat et signée par le représentant du Maître d'ouvrage le jour de la visite.

Le non-respect de cette obligation constituera un motif d'élimination du candidat.

5.2.2 - RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES INVOQUES A L'APPUI DE LA CANDIDATURE ET MODALITES D'EXECUTION DE LEURS PRESTATIONS

5.2.2.1 Conditions de recours à d'autres opérateurs économiques

Les candidats ne disposant pas de toutes les capacités techniques, financières et économiques requises, peuvent faire appel à d'autres opérateurs économiques.

Ils doivent alors, dès la candidature, préciser leur identité, leur adresse, adresse électronique, numéro de téléphone, télécopie, leur numéro SIRET et justifier pour ces opérateurs des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

5.2.2.2 Modalités d'exécution de leurs prestations

Pour la sous-traitance connue au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront, pour chaque prestation sous-traitée, son montant ainsi que le nom des entreprises désignées. Ils joindront à cet effet pour chaque sous-traitant l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement d ment complétée, signée et accompagnée des pièces et renseignements mentionnés ci-dessous :

- capacités professionnelles et financières du sous-traitant;
- déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés aux articles L 2141-1   L 2141-11 du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapées définies aux articles L 5212-1   L 5212-11 du code du travail .

Ils devront également compléter le tableau de synthèse correspondant figurant en annexe 2 à l'acte d'engagement.

Pour la sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront dans l'acte d'engagement pour chaque prestation qu'ils envisagent de sous-traiter en cours d'exécution du marché, son montant ainsi que le nom des entreprises pressenties.

5.2.3 - DOCUMENTS A REMETTRE

Tous les documents constituant ou accompagnant les offres des soumissionnaires doivent être entièrement rédigées en langue française. Les montants monétaires sont obligatoirement exprimés en euro

Le soumissionnaire doit remettre un dossier « offre » qui contiendra les pièces suivantes :

- ◆ Un **acte d'engagement** et ses annexes : cadre ci-joint à compléter.
L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement
- ◆ Le **Cahier des clauses administratives particulières**, cahier ci-joint à accepter sans modification.
- ◆ Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**, cahier ci-joint à accepter sans modification.
- ◆ Le **bordereau des prix unitaires**, cadre ci-joint à compléter sans modification,
- ◆ Le détail estimatif destiné au jugement des offres, cadre ci-joint à compléter sans modification.
- ◆ Le **planning d'exécution des travaux**
- ◆ Un **mémoire justificatif technique** des dispositions que le soumissionnaire se propose

d'adopter pour l'exécution des travaux.

Le mémoire justificatif technique rédigé par les soumissionnaires devra être en adéquation avec les prestations à réaliser, il comprendra notamment chacun des chapitres suivants à reprendre selon **l'ordre préconisé** ci-dessous :

Item 1 : les indications concernant la provenance des principales fournitures nécessaires à la réalisation des travaux envisagés et les références de fournisseurs.

Item 2 : la présentation de l'entreprise, les moyens humains et en matériels de l'entreprise affectés à l'exécution du marché, les noms et qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché, les mesures proposées par l'entreprise quant à sa disponibilité, et en cas d'urgence, sa réactivité   répondre aux besoins d'une adaptation du projet.

Item 3 : les modes d'exécutions envisagés; la réalisation de la reconnaissance du terrain, description des procédés et moyens d'exécution, préparation du chantier, la méthodologie de réalisation du chantier.

Item 4 : Le planning prévisionnel et la pertinence de ce planning vis à vis des moyens proposés.

Item 5 : les mesures proposées pour assurer la propreté et la sécurité du chantier, les indications concernant le développement durable, le recyclage des déblais, des déchets de chantier.

Chaque solution variante fera l'objet d'un dossier « offre » spécifique comprenant les mêmes pièces que celles mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 6 - **SIGNATURE ELECTRONIQUE DES PIECES**

La signature électronique n'est pas exigée pour la remise des candidatures et des offres. Toutefois les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat et l'habilitation du mandataire du groupement, lorsqu'elle est requise, doivent être signés de manière manuscrite et scannés pour la remise de leur candidature.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

ARTICLE 7 - **SELECTION DES CANDIDATURES, EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

La présente procédure est ouverte. Elle se déroulera en une phase unique qui consistera en l'analyse des candidatures puis en l'analyse et la sélection des offres.

Le Représentant du pouvoir adjudicateur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

7.1 - **SELECTION ET VERIFICATION DES CANDIDATURES**

La sélection et la vérification des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R 2144-1   R 2144-4 et R 2144-6   R 2144-7 du code de la commande publique.

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion de plein droit de la procédure de passation, définis aux articles L 2141-1   L 2141-5 du code de la commande publique seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur de la procédure de passation, définis aux articles L 2141-7   L 2141-11 du code de la commande publique seront exclus s'ils ne fournissent pas les justificatifs visés à l'article L 2141-11 du code de la commande publique dans les délais impartis par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les candidatures incomplètes sont éliminées. Le Représentant de l'entité adjudicatrice se réserve toutefois la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature

Les candidatures restantes seront examinées et sélectionnées au regard des capacit es et des références fournies par les candidats.

Pour l'examen des candidatures, le Représentant de l'entité adjudicatrice peut demander aux candidats d'expliciter les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Pour un groupement, l'appréciation des capacit es techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacit es requises.

Les candidats qui ne satisfont pas aux exigences de capacité requises sont éliminés.

7.2 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ

L'examen des offres et l'attribution du contrat sont effectués selon les modalités définies aux articles L 2152-1   L 2152-8 et R 2152-1   R 2152-13 du code de la commande publique.

Le représentant de l'entité adjudicatrice élimine les offres qui sont arrivées hors délai et procède à l'examen de l'ensemble des offres reçues. Il élimine celles qui sont inappropriées et celles qui sont anormalement basses en respectant la procédure prévue l'article R 2152-3 du code de la commande publique.

Le représentant de l'entité adjudicatrice procède à un classement provisoire des offres restantes sur la base des critères mentionnés ci-dessous pour le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse. Il demande aux soumissionnaires de régulariser leurs offres sur les points nécessaires au classement provisoire.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice peut ensuite engager une négociation avec les soumissionnaires.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans mener de négociation

La négociation a pour objet :

- De rendre acceptables les offres inacceptables et de régulariser les offres irrégulières.
- D'optimiser les offres sur le plan technique administratif et financier, sans pouvoir remettre en cause les choix techniques fondamentaux suivants :
 - Toutes les données de base figurant dans le CCTP.

Au terme de la négociation, le Représentant de l'entité adjudicatrice finalise l'analyse des offres en éliminant celles qui demeurent irrégulières ou inacceptables.

Une offre ne comportant pas tout ou partie des documents à produire mentionnés à l'article 5.2.3 - ou comportant des documents incomplets et qui sont nécessaires au jugement des offres, sera jugée irrégulière et sera éliminée.

Le représentant de l'entité adjudicatrice peut toutefois autoriser les soumissionnaires dont les offres demeurent irrégulières à l'issue de la négociation, à les régulariser avant de procéder au classement des offres.

Il établit une proposition de classement des offres restantes qui sera remise à la Commission d'Appel d'Offres en vue de l'attribution par celle-ci du contrat.

La proposition de classement du Représentant de l'entité adjudicatrice ainsi que le classement par la commission d'appel d'offres est effectué au vu des critères pondérés définis ci-dessous :

| Rang | Critères de jugement | Coefficient de pondération par critère |
|------|--|--|
| 1 | Valeur technique de l'offre appréciée au vu du mémoire technique fourni par l'entreprise (*) | 60 |
| | Item 1 : les indications concernant la provenance des principales fournitures nécessaires à la réalisation des travaux envisagés et les références de fournisseurs. | 15 |
| | Item 2 : la présentation de l'entreprise, les moyens humains et en matériels de l'entreprise affectés à l'exécution du marché, les noms et qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché, les mesures proposées par l'entreprise quant à sa disponibilité, et en cas d'urgence, sa réactivité   répondre aux besoins d'une adaptation du projet. | 15 |
| | Item 3 : les modes d'exécutions envisagés; la réalisation de la reconnaissance du terrain, description des procédés et moyens d'exécution, préparation du chantier, la méthodologie de réalisation du chantier. | 10 |
| | Item 4 : Le planning prévisionnel et la pertinence de ce planning vis à vis des moyens proposés et des délais de travaux. | 10(**) |
| | Item 5 : les mesures proposées pour assurer la propreté et la sécurité du chantier, les indications concernant le développement durable, le recyclage des déblais, des déchets de chantier. | 10 |
| 2 | Prix apprécié au vu des documents financiers fournis par l'entreprise (***) | 40 |
| | TOTAL | 100 |

(*) Pour le calcul de la pondération du critère « **Valeur Technique de l'offre** », il sera appliqué une note sur une échelle de 0 à 5 pondérée par item de la manière suivante :

Chaque sous-critère sera affecté d'un nombre de points entre 1 et 5 avec pour valeur relative :

- 1 : non conforme aux prescriptions du dossier de consultation ou de la réglementation
- 2 : offre peu satisfaisante
- 3 : offre moyennement satisfaisante
- 4 : offre satisfaisante
- 5 : offre très satisfaisante

Les notes pour chaque sous-critère sont déterminées de la manière suivante :

$$C \times \frac{Na}{5}$$

Dans laquelle :

- C est le coefficient de pondération affecté au critère considéré
- Na est l'évaluation attribuée au critère

La note globale valeur technique est déterminée comme suit :

Note valeur technique sur 60 = Note Item 1 + Note Item 2 + Note Item 3 + Note Item 4 + Note Item 5

()** Pour le calcul de la pondération du critère « **délai d'exécution** » il sera appliqué une note sur 10 calculée de la manière suivante :

$$10 - \left[\frac{(\text{Délai d'exécution de l'entreprise « X »} - \text{Délai d'exécution moins disant})}{\text{Délai d'exécution moins disant}} \times 10 \right]$$

Le délai d'exécution est défini à l'article 3.2 de l'acte d'engagement des candidats.

Lorsque le résultat de ce calcul est négatif, la note affectée est égale à 0.

(*)** Pour le calcul de la pondération du critère « **Prix** », il sera appliqué une note sur 40 calculée de la manière suivante :

$$40 - \left[\frac{(\text{Montant de l'offre de l'entreprise « X »} - \text{Montant de l'offre moins disante})}{\text{Montant de l'offre moins disante}} \times 40 \right]$$

Pour les marchés à prix global et forfaitaire, le montant de l'offre correspond au montant porté dans l'acte d'engagement des candidats.

Pour les marchés à prix unitaires et les marchés à prix unitaires et à prix forfaitaires, le montant de l'offre est valorisé par référence au détail estimatif joint au présent dossier. Sur cette base, les prix issus du bordereau des prix unitaires et le cas échéant de l'état des prix forfaitaires de chaque soumissionnaire seront appliqués aux quantités définies dans le détail estimatif, le résultat déterminant le montant de l'offre.

Lorsque le résultat de ce calcul est négatif, la note affectée est égale à 0.

Le marché sera attribué à l'offre ayant la note la plus élevée.

Lors de l'examen des offres, le Représentant de l'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs purement matérielles de multiplication, d'addition ou de report dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront prises en compte et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence pour le jugement des offres, après avoir recueilli l'accord de l'intéressé.

Les autres erreurs constatées dans le sous détail d'un prix unitaire ne seront pas prises en compte dans le jugement des offres. Toutefois si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous détail pour le mettre en harmonie avec le détail estimatif et en cas de refus son offre sera éliminée comme irrégulière.

Si le soumissionnaire retenu ne fournit pas les certificats, attestations et déclaration(s) sous serment ci-dessus dans les délais qui lui sont impartis, son offre est rejetée et l'élimination du soumissionnaire est alors prononcée par le Représentant de l'entité adjudicatrice qui présente la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice peut en accord avec le soumissionnaire retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières de l'offre ni le classement des offres.

ARTICLE 8 - **SIGNATURE DU MARCHÉ**

Le maître d'ouvrage n'impose pas la signature électronique.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Les documents suivants devront être remis par le soumissionnaire retenu dans un délai de de 8 jours à compter de la réception de la demande du Représentant de l'entité adjudicatrice:

- Une déclaration sur l'honneur signée par la personne habilitée à engager l'entreprise, attestant que ses dirigeants et les personnes ayant pouvoir de l'engager dans le cadre de l'exécution du marché ne se trouvent pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation de marché mentionné aux articles L 2141-1 et L 2141-3   L 2141- 5 du code de la commande publique,
- La copie des décisions de justice prononcées dans le cadre d'un redressement judiciaire justifiant l'habilitation du soumissionnaire à poursuivre l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché, si une telle procédure a été ouverte à son encontre.

Si le soumissionnaire ne dispose pas d'une carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics délivrée par la fédération nationale des travaux publics, il devra également fournir l'attestation de versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés pay s et du chômage intempéries, délivrée par les caisses de congés payées compétentes pour les cotisations de congés pay s et de chômage intempéries.

Lorsque, dans les conditions prévues à l'article L 114-10 du code des relations entre le public et l'administration, le Représentant de l'entité adjudicatrice ne peut obtenir auprès des administrations concernées les attestations de régularité fiscale, de régularité sociale et de vigilance, le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics le cas échéant, les attestations d'inscription au registre du commerce et des sociétés (ou des métiers), il en fait la demande au soumissionnaire retenu qui devra les lui fournir dans le même délai.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit produire les documents précités.

En outre le mandataire devra produire un document signé par l'ensemble des membres du groupement, l'habilitant à les représenter et précisant les conditions de cette habilitation.

En outre si le marché est d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, le candidat devra produire dans le même délai les pièces prévues aux articles D.8222-5 du code du travail (pour les candidats établis en France) et R 1263-12 du code du travail (en cas de détachement de salariés) et D.8222-7 du code du travail (pour les candidats établis à l'étranger) et D.8254-2   D 8254-5 du code du travail pour les salariés étrangers.

Tous les documents produits doivent être rédigés en français

Par ailleurs, pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire devra produire les documents et satisfaire l'ensemble des obligations définies dans le CCAP au titre de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 10 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1 - TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, le Maître d'ouvrage s'engage à :

- Ne pas utiliser ni divulguer ces données personnelles pour d'autre fin que celle nécessaire à la consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire,

- Prendre toute mesure de sécurité notamment mati rielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées dans les limites strictement nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (durée utile sur le plan opérationnel)
- procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatiss s stockant des données personnelles.

10.2 - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande dans l'onglet « Correspondances » de la plateforme <https://www.amf28.org/sainteliph>

10.3 - INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS :

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Greffe du tribunal administratif d'Orléans

Adresse : 28, Rue de la Bretonnerie

Téléphone : 02 38 77 59 00

Télécopieur : 02 38 53 85 16

Courrier électronique (e-mail) : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ANNEXE II NOMMAGE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

Candidature

| | |
|---|---|
| e DUME | EDUME |
| Attestations d'exécution de bonne fin (références mentionnées dans le e DUME) | ATTESTATIONS EXECUTION BONNE FIN EDUME |
| déclarations du candidat 1 et 2 | DC1 DC2 |
| attestation d'assurance responsabilité civile | ATTESTATION ASSURANCE RC |

Offre

| | |
|---|--|
| acte d'engagement | AE |
| bordereau des prix | BP |
| détail estimatif des travaux | DETAIL ESTIMATIF |
| | |
| Mémoire explicatif et justificatif | MEMOIRE EXPLICATIF JUSTIFICATIF |

Commentaire [DJL3]: Liste à adapter en fonction des documents à fournir par les candidats cités à l'article 5.2.3 -

NB : En cas de variante, le nommage de chaque document de l'offre devra être complété par la mention « _base » pour la solution de base et « _variante » pour la solution variante.

En outre, les pièces suivantes spécifiques à la présence de variante seront codifiées comme suit :

| | |
|--|--|
| Mémoire insertion dans le site | mémoire variante |
| Note comparative des différentes solutions proposées | NOTE COMPARATIVE SOLUTIONS BASE |